



Ordre du jour projeté de la séance ordinaire du conseil municipal Mardi 12 novembre 2024, 19 h, au 175, rue Kildare (Parc des Saphirs)

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Mot du conseil municipal

FINANCES

4. Adoption des comptes de novembre 2024
5. Autorisation de paiement pour la réparation du souffleur D50 (unité 19)

DÉPÔT

6. Dépôt de la déclaration d'intérêts pécuniaires de M. Benjamin Dagar-Magnan, conseiller municipal du district 3

DIRECTION GÉNÉRALE

7. Adoption de directives pour l'utilisation de langues autres que le français en conformité avec la Charte de la langue française

APPROVISIONNEMENTS

8. Octroi du contrat pour un raccordement électrique - projet 22-47 de l'avenue Ste-Brigitte
9. Ajout au mandat pour étude de faisabilité du Centre communautaire

GREFFE

10. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval tenue le 15 octobre 2024
11. Adoption du calendrier des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2025

LOISIRS, SPORTS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

12. Autorisation de signature de l'entente 2025-2027 pour offre de services de soutien au fonctionnement de la bibliothèque municipale autonome avec le Réseau BIBLIO CNCA
13. Autorisation de dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du projet Circonflexe offert par l'Unité de loisir et de sport de la Capitale-Nationale (ULSCN)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

14. Demande de PIIA 2024-0022 - 173-175, avenue Sainte-Brigitte
15. Demande de PIIA 2024-0018 - 400, rue Auclair (Sommet Bistro Pub)
16. Demande de PIIA 2024-0025 - 3, rue de la Fabrique
17. Demande de PIIA 2024-0026 - 424, avenue Sainte-Brigitte (garage automobile Podium Auto)
18. Demande de PIIA 2024-0021 - lot 5 756 817 (Rang 1)
19. Demande de PIIA 2024-0016 - 931, avenue Sainte-Brigitte
20. Demande de PIIA 2024-0023 - 5, rue des Monts
21. Demande de PIIA 2024-0024 - 370, chemin de la Traverse
22. Demande de dérogation mineure 2024-0029 - 226, avenue Sainte-Brigitte
23. Demande de dérogation mineure 2024-0028 - 31, chemin Fleming
24. Contribution aux fins de parcs - Création des lots 6 640 242, 6 640 243 et 6 640 246 (rue de Lucerne et Delphis)
25. Contribution aux fins de parcs - Lot 5 756 817

SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 26.** Entente d'entraide automatique entre la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval et la Ville de Québec - secteur rue des Remous

RESSOURCES HUMAINES

- 27.** Point retiré
- 28.** Embauche de M. Philippe Lebeau à titre de pompier et premier répondant temps partiel pour le Service de la sécurité publique
- 29.** Confirmation d'embauche de Mme Carol-Ann Laliberté à titre de technicienne à l'urbanisme
- 30.** Confirmation d'embauche de M. Antoine Poirier à titre de pompier et premier répondant, à temps partiel, pour le Service de la sécurité publique
- 31.** Confirmation d'embauche de Mme Sophie Desmers à titre de coordonnatrice à l'aménagement du territoire
- 32.** Adoption de l'avenant # 3 au contrat de travail de M. Steeve Grondin, chef de la division opérations

DISPOSITIONS FINALES

- 33.** Période de questions
- 34.** Levée de la séance

Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19

ARTICLE 331 Régie interne. Le conseil peut et faire mettre à exécution des règles et des règlements pour sa régie interne et pour le maintien de l'ordre durant ses séances.

Règlement 969-24 – Règlement décrétant la tenue et le déroulement des séances du conseil municipal

[...]

ARTICLE 7 QUORUM, ORDRE ET DÉCORUM

À l'ouverture de la séance, le maire ou toute personne qui préside à sa place constate que le quorum est atteint et que la séance du conseil municipal peut débuter. Le quorum est de quatre (4) élus.

ARTICLE 7.1

Le maire préside les séances du conseil municipal et en cas d'absence de ce dernier, il s'agit du maire suppléant. En cas d'absence du maire et du maire suppléant, le conseil choisit un de ses membres pour présider.

ARTICLE 7.2

Le maire ou toute personne qui préside maintient l'ordre et le décorum et décide des questions d'ordre durant les séances du conseil municipal. Il peut ordonner l'expulsion de toute personne qui trouble l'ordre notamment lorsqu'une personne présente :

- excède les périodes allouées pour les questions et les commentaires au conseil;
- coupe la parole à une personne ou prends la parole à d'autres moments que ceux alloués;
- crie, chahute ou fait du bruit;
- pose tout geste susceptible d'entraver le bon déroulement de la séance;
- tient des propos violents, blessants ou irrespectueux;
- désobéit à une ordonnance de la présidence relative à l'ordre ou au décorum.

ARTICLE 8 PÉRIODE DE QUESTIONS

ARTICLE 8.1

Toute séance du conseil municipal comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil. Cette période de questions, est d'une durée de trente (30) minutes, mais peut prendre fin prématurément s'il n'y a plus de question. La période de questions se tient à la fin des séances et elle est identifiée comme telle à l'ordre du jour.

ARTICLE 8.2

Toute personne présente désirant poser une question doit s'identifier au préalable (prénom, nom, secteur). Elle peut s'adresser au président de la séance ou au conseiller de son choix.

Elle peut poser qu'une seule question et qu'une seule sous-question sur le même sujet. Elle doit également s'adresser en termes polis, respectueux et non violents ou blessants.

Les questions doivent notamment être :

- de nature publique ou qui concerne les compétences de la Ville ;
- claires, succinctes ou non assorties de commentaires ou de préambule.

Les questions ne doivent pas entre autres :

- constituer un débat ou une simple déclaration publique ;
- contenir d'hypothèse, de déduction ou d'imputation de motif ;
- porter sur une affaire qui est devant les tribunaux ;
- comporter de propos injurieux ou diffamatoire ;
- porter sur des allusions personnelles ou des insinuations ;
- être frivoles ou vexatoires.

ARTICLE 8.3

Chaque personne présente bénéficie d'une période maximale de cinq (5) minutes pour poser oralement une question et une sous-question, après quoi le président peut mettre fin à cette intervention, afin de favoriser l'expression de tous et le bon ordre. La question doit être directe, succincte et non assortie de commentaires.

L'intervenant doit demeurer à l'endroit établi par le président de la séance pour poser sa question.

Si un intervenant se présente sans poser de question, le président de la séance peut l'interrompre et lui demander de poser sa question. Tout refus de le faire sera considéré comme contrevenant au présent règlement.

Malgré la limite mentionnée au premier alinéa, il est possible pour un intervenant de poser des questions supplémentaires si la période de question de trente (30) minutes n'est pas écoulée.

ARTICLE 8.4

Les personnes qui résident sur le territoire de la Ville ou qui sont propriétaires d'un immeuble ou qui sont occupants d'un établissement situé sur le territoire de la Ville ont préséance pour poser leur question

ARTICLE 8.5

Ni les questions posées ni les réponses ne sont colligées au procès-verbal. Elles sont toutefois prises en note afin que le conseil municipal puisse effectuer le suivi approprié.

ARTICLE 8.6

Une séance extraordinaire comporte une seule période de question. Durant cette période de question, les personnes présentes sont autorisées à questionner les membres du conseil municipal uniquement si leurs questions concernent un sujet qui est contenu à l'ordre du jour.

ARTICLE 9 RÉPONSES AUX QUESTIONS

Le maire ou le membre du conseil municipal à qui la question a été adressée peut, soit y répondre immédiatement, y répondre à une séance subséquente ou y répondre par écrit.

[...]
